

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 28/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PLAINE COMMUNE ENERGIE**

1 RUE DU MARECHAL LYAUTEY  
93200 Saint-Denis

Références : /  
Code AIOT : 0006506457

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement PLAINE COMMUNE ENERGIE implanté 1, rue Hennequin 93240 Stains. L'inspection a été annoncée le 24/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLAINE COMMUNE ENERGIE
- 1, rue Hennequin 93240 Stains
- Code AIOT : 0006506457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Plaine Commune Énergie, filiale d'Engie, alimente un réseau de chaleur desservant le nord-ouest de la Seine-Saint-Denis, via une délégation de service public sous l'autorité du SMIREC (Syndicat Mixte des Réseaux d'Énergie Calorifique).

La chaufferie Centrale Nord à Stains a débuté son exploitation en 1974 avec une installation de combustion de 80 MW alimentée en fioul lourd et produisant de la vapeur saturée. Le site a été équipé ensuite en 2011 de chaudières biomasse. Les chaudières au fioul ont finalement été

démantelées en 2016 pour être remplacées par des chaudières au gaz. Le site ne produit plus que de l'eau surchauffée.

La chaufferie est actuellement équipée de deux chaudières au gaz de 35 MW chacune, de deux chaudières biomasse de 9,5 MW chacune et d'un groupe électrogène de 0,8 MW. Les chaudières biomasse sont alimentées par des plaquettes forestières, le tout stocké dans un silo de 240 m<sup>3</sup>, deux fosses de 180 m<sup>3</sup> chacune et un parc de stockage de 1 500 m<sup>3</sup>.

L'ensemble des installations a été autorisé par arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 20 octobre 2016.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- moyens de lutte incendie, prévention des risques, contrôle appareils de mesures en continu, rejets aqueux, stockage biomasse, entreposage déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.4.5 de l'annexe	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.6.7 de l'annexe	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Appareils de mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 9.2.1 de l'annexe	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Canalisation de gaz	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.6.7 de l'annexe	Sans objet
5	Installation contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.4.6 de l'annexe	Sans objet
6	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 9.2.5 de l'annexe	Sans objet
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 9.2.3 de l'annexe	Sans objet
8	Réseau gaz	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.8.3 de l'annexe	Sans objet
9	Stockage bois	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.8.1 de l'annexe	Sans objet
10	Stockage bois	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.8.1 de l'annexe	Sans objet
11	Entreposage interne des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 5.1.3 de l'annexe	Sans objet
12	Isolement réseau assainissement	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 4.3.5 de l'annexe	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion et le suivi du site sont maîtrisés par l'exploitant et les installations sont très bien entretenues. On peut également noter qu'un projet de mise en service courant 2026 d'une nouvelle chaudière biomasse de 12 MW est actuellement en étude et fera, le cas échéant, l'objet d'un porter à connaissance de modification des installations.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 74.5 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle annuel installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> (...)  Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.  (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'Inspection le dernier rapport de contrôle annuel de ses installations électriques réalisé le 21 et 22 septembre 2023 par la société APAVE. Il y est mentionné une seule observation concernant le dimensionnement non conforme d'un câblage. L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il était actuellement en désaccord avec cette conclusion, non justifiée selon lui, et donc en discussion avec le bureau de contrôle, notamment sur la fourniture d'une note de calcul démontrant les conclusions du bureau de contrôle.  L'Inspection propose de demander à l'exploitant de fournir la solution qui sera finalement actée pour lever la non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.6.7 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur, et au minimum une fois par an. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.  (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de contrôle suivants:  - contrôle du système de sécurité incendie (SSI) réalisé par la société CHUBB le 24/03/23 : aucune remarque ;

<p>- contrôle de la détection incendie et du désenfumage réalisé par la société DEF le 06/11/2023 : le contrôle a montré 3 dysfonctionnements rendant la détection incendie et le désenfumage partiellement opérationnels, à savoir des détecteurs inaccessibles et donc non contrôlés, d'autres détecteurs défectueux et une des fonctions du désenfumage est défaillante ;</p> <p>- contrôle des extincteurs réalisé par la société DUBERNARD le 18 et 19/10/2023 : plusieurs remarques d'amélioration ont été listées (remplacement de matériel, de signalétiques, d'affichage de consigne,...) ;</p> <p>- contrôle des RIA, exutoires et des 3 poteaux incendie réalisé par la société DUBERNARD du 17 au 23/10/2023 : pas d'observations ;</p> <p>- contrôles des détecteurs de gaz réalisés par la société SODEX PROTECTION le 21/02/2023 et le 12/09/2023 : aucune non-conformité détectée lors de ces 2 contrôles.</p> <p>L'Inspection propose de demander à l'exploitant de transmettre les justificatifs permettant de lever les non-conformités relevées sur le système de détection incendie et le désenfumage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Canalisation de gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.6.7 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle étanchéité annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b> (...)</p> <p>Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'Inspection la fiche du contrôle d'étanchéité de la canalisation gaz de la centrale réalisé le 08/06/2023 qui constate aucune anomalie de pression.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Appareils de mesures en continu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 9.2.1 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification annuelle AST
<p><b>Prescription contrôlée :</b> (...)</p> <p>Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.</p> <p>La procédure QAL 2 est renouvelée tous les cinq ans et dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ; ou</li> <li>• après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par ex : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ; ou</li> <li>• après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur).</li> </ul> <p>Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• CO: 10 %;</li> <li>• SO2: 20 %;</li> <li>• NOx: 20 %;</li> <li>• poussières : 30 %.</li> </ul> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de contrôle de ses appareils de mesure en continu (AMS) suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- test de calibration QAL2 réalisé du 28 mars au 5 avril 2022 par la société APAVE pour les 2 chaudières biomasse numérotées n°3 et n°4 : les capteurs CO, NOx, O2, SO2 et poussières sont conformes pour la chaudière n°3 et n°4 avec toutefois une observation sur la fiabilité de la correction des mesures pour le capteur de poussières de la chaudière n°4 ;</li> <li>- test annuel de surveillance (AST) réalisé du 28 au 30 mars 2023 par la société APAVE pour les 2 chaudières biomasse numérotées n°3 et n°4 : les capteurs CO, NOx, O2 et SO2 sont conformes pour les deux chaudières mais des observations ont été émises, notamment une non-conformité en termes de justesse du capteur de poussières de la chaudière n°3 (le test de variabilité est quant à lui conforme) et des valeurs aberrantes sur le capteur d'humidité H2O pour les deux chaudières ;</li> <li>- test de calibration QAL2 réalisé du 28 au 30 mars 2023 par la société APAVE sur le capteur de poussières de la chaudière biomasse n°4: le test de variabilité est conforme mais des observations sont toutefois émises sur la fiabilité de la correction des mesures ;</li> <li>- test annuel de surveillance (AST) réalisé du 7 au 8 mars 2022 par la société APAVE pour les 2 chaudières gaz numérotées n°1 et n°2 : aucun écart constaté pour les capteurs CO, NOx et O2 ;</li> <li>- test de calibration QAL2 réalisé du 27 au 29 mars 2023 par la société APAVE pour les 2 chaudières gaz numérotées n°1 et n°2 : aucun écart constaté pour les capteurs CO, NOx et O2.</li> </ul> <p>L'Inspection propose de demander à l'exploitant de se positionner sur les solutions permettant de répondre aux différentes observations listées dans les rapports AST et QAL2 associés aux appareils de mesures en continu des deux chaudières biomasse, notamment capteurs poussières et humidité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Installation contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 74.6 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de vérification complet du dispositif contre la foudre réalisé par la société APAVE le 13/11/2023. La seule non conformité mentionnée concernant le remplacement de vis a été levée par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Emissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 9.2.5 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, aux frais de l'exploitant, dans un délai de six mois au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Elles sont notamment réalisées par un organisme qualifié, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation et sur une durée d'une demi-heure au moins.  (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le rapport de contrôle de ses niveaux sonores réalisé du 12 au 13 juin 2023 par la société APAVE. Il conclut à une conformité des installations en tout point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 9.2.3 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance et contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure semestrielle des polluants listés à l'article 4.4.10 aux points de prélèvements listés à l'article 4.4.6. est réalisé. Elle sera menée en particulier lors d'événements ou d'opération susceptibles de générer des flux significatifs de polluants (phases de maintenance des chaudières, etc).  Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2. du présent arrêté sont réalisées au moins une fois par an par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. S'il n'existe pas d'organisme agréé, le choix de l'organisme est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'Inspection les rapports de contrôle de ses rejets aqueux réalisés par la société APAVE du 11 au 12/05/2022 et du 26 au 27/10/2022. Aucun dépassement de VLE n'est à signaler. NB : le contrôle pour l'année 2023 a été réalisé le 25 octobre mais le rapport n'est pas encore disponible le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Réseau gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.8.3 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre les chocs
<b>Prescription contrôlée :</b> (...)  En extérieur la canalisation est enterrée sauf pour la partie verticale située le long du mur de la chaufferie. La partie aérienne de la canalisation extérieure est protégée contre les agressions

physiques.
(...)
<b>Constats :</b> Dans sa partie aérienne, la canalisation de gaz est protégée par la mise en place de plusieurs poteaux en béton le long de la voie de circulation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Stockage bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.8.1 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des envols et explosion de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b> (...)</p> <p>Le déchargement de la biomasse est réalisé par camion à fond mouvant de volume minimal 90 m3. Le déchargement est réalisé dans une zone équipée d'un auvent et permettant notamment de prévenir les nuisances sonores et l'émission de poussières vers l'extérieur. Le hall de stockage est orienté de façon à ne pas être soumis aux vents dominants et est équipé d'une casquette implantée sur la façade externe du bâtiment.</p> <p>(...)</p> <p>Les installations sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les tuyauteries, les appareils et les équipements, afin de limiter au maximum leur risque d'envol. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières.</p> <p>Le stockage des poussières récupérées par ces installations s'effectue à l'extérieur des installations de stockage, en dehors de toute zone à risque identifiée conformément à l'article 7.1.1.</p> <p>Les pistes périphériques au stockage et susceptibles d'être utilisées par des véhicules sont convenablement traitées afin de prévenir les envols de poussières.</p> <p>(...)</p> <p><b>Constats :</b> La zone de déchargement des camions est totalement couverte et protégée du vent.</p> <p>La propreté de la zone et des voies d'accès n'appelle aucune remarque et aucun amas de poussières n'a été constaté.</p> <p>L'exploitant précise que les quais de déchargement sont balayés quotidiennement, que la zone de stockage de la biomasse est soumise à un nettoyage régulier hebdomadaire attesté par la fourniture de bons de travaux et qu'un nettoyage approfondi avec vidage des stocks a lieu une fois par an.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 10 : Stockage bois**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 7.8.1 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Condition de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> (...)  Le stockage est réalisé sur un seul niveau dont la hauteur maximale de stockage est de 8 m. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des tas et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage pour les dépôts couverts.  (...)  L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des combustibles (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto inflammation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour détecter un départ d'incendie ou un échauffement dans le stockage et au minimum :  - une détection incendie et un module d'aspiration des fumées reliés à la centrale incendie - 4 capteurs de températures flexibles reliés à une centrale de mesure avec report d'alarme.  Ces dispositifs sont reliés au PC de sécurité et à la télésurveillance en cas d'absence du personnel.  (...)
<b>Constats :</b> La limite de 8 mètres de hauteur pour le stockage de la biomasse est matérialisée par un trait peint sur la paroi de la zone de stockage. Le volume stocké lors de l'inspection était en dessous de cette limite.  L'exploitant a transmis à l'Inspection un plan des détecteurs incendie et capteurs de température de la zone de stockage de la biomasse reliés à la centrale sécurité conforme à la prescription. Des caméras thermiques sont aussi installées en complément. Pour prévenir le risque d'auto-inflammation, la gestion des stocks de biomasse est effectuée en flux le plus tendu possible afin de minimiser le temps de présence. La présente inspection a permis de constater que malgré le fait qu'elle ait lieu en période automnale/hivernale les stocks étaient effectivement loin d'être à leur niveau maximum.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Entreposage interne des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 5.1.3 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Condition de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage et le transport des sous-produits et déchets se font dans des conditions évitant tout risque de pollution et de nuisances (prévention des envols, des odeurs, des lessivages par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines ou d'une infiltration dans le sol, etc.) pour les populations et l'environnement.  En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.  (...)
<b>Constats :</b>

Les cendres sous foyer et les cendres volantes sont stockées dans 4 containers fermés posés sur un sol étanche en béton.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Isolement réseau assainissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 4.3.5 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, fonctionnement système d'isolement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.</p> <p>Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'une vanne d'isolement du réseau d'assainissement au niveau de l'entrée du site située rue Hennequin actionnable via un volant. Elle a été actionnée par l'exploitant prouvant ainsi son état de marche tout en précisant qu'elle était également testée tous les mois.</p> <p><u>En observation</u>, l'Inspection invite l'exploitant à afficher, près de la vanne, son sens de fermeture et d'ouverture afin d'éviter toute erreur de manipulation potentiellement accentuée par le stress induit par la survenue d'un accident/incident.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite